



Lundi 13 octobre, les chefs d'Etats des quatre Etat membres de l'Union européenne également membre du G8 ont décidé que leurs Etats interviendraient pour tenter d'enrayer la crise financière qui fait trembler les fondements de l'ordre économique actuel. Nicolas Sarkozy déclarait devant la presse le 13 octobre que la décision prise par les chefs d'Etat dont lui était un « pari raisonnable».

C'est un pari quand même. Et quelle sorte de pari ? Le pari, en ce qui concerne la France, qu'un fond de 320 milliards d'Euros de garantie des prêts interbancaires, plus un fond de 40 milliards d'Euros en mesure d'apporter des fonds propres aux banques qui en auraient besoin permettra de rassurer « les marchés » et que les banques n'auront pas besoin d'y faire appel. Mais qu'est-ce que ce pari à de raisonnable ? En effet, ces 360 milliards d'Euros représentent une somme supérieure aux dépenses prévues au budget prévisionnel de la France en 2009 : 347,9 milliards d'Euros. Ces 360 milliards d'Euros, c'est plus du 5ème des richesses produites annuellement par la France (par exemple, le PIB de la France en 2006 est de 1780 milliards d'Euros). Si ce « pari raisonnable [...] qu'en apportant cette garantie, nous n'aurons pas à la faire jouer » était perdu, comment l'Etat serait-il en mesure d'engager les milliards annoncés? On peut raisonnablement supposer que nul ne le sait à cette heure, y compris le président de la République.

Pendant ce temps, on le sait, la crise financière aura et a commencé à avoir des conséquences sur la sphère réelle de l'économie. La Banque de France a déjà revu à la baisse ses prévisions de croissances en France pour 2009 et annoncé l'entrée en récession de la France dès le 3ème trimestre de cette année avec un recul de 0,1% du PIB. 40 000 chômeurs en plus en un

mois, c'est du jamais vu depuis 13 ans. Des licenciements, à l'image de ceux que nous avons connu ici avec Lu sont dorés et déjà annoncés. Le premier secteur à avoir été touché est le secteur automobile. L'usine Renault de Sandouville, qui fabrique la Laguna, va ainsi supprimer 1.000 emplois sur 3.700. Peugeot Mulhouse arrêtera bientôt son équipe de nuit, entraînant le renvoi de 300 intérimaires. La crise financière atteint la sphère réelle de l'économie. Elle atteint dorés et déjà directement les français : les suppressions de postes annoncées sont une tentative de maintien des dividendes versés aux actionnaires, et autant de « signes » envoyés au marché. Et face à cela, le gouvernement poursuit sa politique libérale défavorable aux employés, salariés et ouvriers de notre pays : le projet de loi Mallié sur le travail le dimanche avance. Le projet de loi de Christine Boutin poursuit la destruction de logements sociaux au profit des dispositifs d'accession à la propriété. Les réflexions du gouvernement pour la suppression de la taxe professionnelle, la principale source de financement des collectivités locales, se poursuivent. Le projet de loi de finance pour 2009 prévoit la suppression de 13 500 postes dans l'éducation nationale (après les 11 200 postes supprimés dès cette rentrée).

En clair, alors que le gouvernement « pari » dans le domaine de la banque et de la finance, il ne prend aucune mesure favorable à l'économie réelle. Les salariés devront travailler plus. Pour se loger, ils devront se débrouiller avec un parc de logements sociaux réduits, alors même que le parc social actuel est insuffisant. Pire, pour se loger, les français devront envisager de devenir propriétaires à l'heure même où la source de la crise est la politique américaine encourageant les ménages à s'endetter pour devenir propriétaires. L'école gratuite verra son niveau de qualité dégradé car le gouvernement en supprimant les postes surchargera les classes. C'est à l'échelle locale que nous verrons en premier les dégâts des choix gouvernementaux. Ici, je serai en première ligne pour constater l'impact des choix gouvernementaux sur la politique de l'habitat que nous menons. Mes collègues et camarades maires et conseillers généraux, Simone Mathieu, Paul da Silva et Claude Vazquez verront les conséquences néfastes sur les écoles élémentaires pour les premiers, sur les collèges de l'Essonne pour les seconds.

Assez de « paris raisonnables », les français veulent maintenant du concret. Avec vous, je militerai pour qu'un bouclier social soit enfin revendiqué et activé !